



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 28 DEC. 2015

mettant en demeure la société LAVALSACE à Herrlisheim  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace  
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 portant autorisation accordée à la société LAVALSACE d'exploiter un centre de lavage interne de citernes routières et de grands récipients vrac au titre de livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;
- VU le rapport du 23 novembre 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société LAVALSACE, dénommée ci-après "exploitant", n'a pas aménagé de point de surveillance en aval de son rejet dans le cours d'eau la Moder et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne procède pas à l'analyse de tous les paramètres visés à l'annexe 5 de l'arrêté d'autorisation du 27 mars 2006 et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'interprète pas les résultats d'analyse de la qualité des eaux souterraines au regard du code de la santé publique et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

## Article 1 :

La société LAVALSACE dont le siège social est en zone industrielle de Gournier à Montélimar et les installations sont sises en zone industrielle 16, rue du Ried à Herrlisheim est mise en demeure de respecter sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 9.5.1 et 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé, reprises ci-après :

## « Article 9.5.1 – Surveillance des eaux de surface

*L'exploitant aménage un point de surveillance en aval de son rejet à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau. (...)*

## Article 9.5.2 – Surveillance des eaux souterraines

*(...) Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation (en fonction des produits traités sur le site et figurant à l'annexe 5 du présent arrêté) ainsi que les fréquences d'analyse seront déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique.*

*(...) Les résultats d'analyse sont à interpréter au regard du code de la santé publique. »*

## Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et -8 du Code de l'Environnement.

## Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
- le Maire de HERRLISHEIM,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
 Pour le Préfet  
 Le Secrétaire Général



Christian REBERT

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.